



Le rejet de la loi travail au coeur des défilés clairsemés du 1er Mai

Derek Perrotte, Les Echos, le 02.05.2016

La CGT, FO et l'Unef réclament toujours le retrait du texte. Des heurts ont émaillé le défilé à Paris.

La mobilisation est restée limitée. Le projet de loi sera examiné mardi à l'Assemblée.

Fête des travailleurs contre la loi travail. La contestation contre la loi El Khomri, dont l'examen en séance plénière débute mardi à l'Assemblée nationale, a été au cœur des traditionnels défilés du 1er Mai.

Symbole de leur volonté d'obtenir « le retrait » pur et simple du texte, les frères ennemis du syndicalisme, FO et la CGT, ont défilé ensemble un 1er Mai - avec leurs leaders Jean-Claude Mailly et Philippe Martinez en tête du cortège parisien - pour la première fois depuis sept ans, aux côtés de Solidaires, la FSU et d'organisations de jeunes (Unef, UNL, FIDL).

« Je pense que le gouvernement peut toujours retirer sa loi s'il écoute l'opinion publique », a déclaré Philippe Martinez. « La balle est dans le camp du Parlement et du gouvernement, tant qu'ils n'auront pas accédé à nos revendications, on maintiendra la mobilisation », a renchéri Jean-Claude Mailly.

Après les violents affrontements entre forces de l'ordre et « casseurs » qui ont émaillé la précédente journée d'action, jeudi, d'imposants dispositifs policiers ont encadré les cortèges, en province comme à Paris.

Dans la matinée, depuis la Nouvelle-Calédonie, Manuel Valls avait adressé une ferme mise en garde aux éventuels « casseurs », appelant les organisateurs des défilés à « prendre leurs responsabilités ».

De violents heurts n'en sont pas moins intervenus peu de temps après le départ du défilé parisien entre les CRS et quelques dizaines de jeunes masqués et très violents, ralentissant le cortège et le séparant en deux.

Les forces de l'ordre ont d'ailleurs procédé à 18 interpellations a annoncé Bernard Cazeneuve, le ministre de l'Intérieur, qui a déclaré que les défilés organisés un peu partout en France « se sont pour la plupart déroulés dans de bonnes conditions ».

D'une seule voix, les manifestants ont affiché une multitude de mécontentements à laquelle la loi travail sert de dévidoir commun. Mais en dépit de la volonté affichée de poursuivre la contestation ces prochaines semaines, les défilés auront confirmé leur difficulté à passer à la vitesse supérieure.

La police n'a dénombré que 16.000 à 17.000 manifestants à Paris (70.000, affirme la CGT) et 84.000 sur l'ensemble du pays. Un total moyen pour un 1er Mai et surtout tout aussi limité que lors des journées d'action des 12 et 29 avril, elles-mêmes en large recul par rapport au pic de mobilisation du 31 mars.

Contestataires et réformistes

La mobilisation a aussi mis en lumière la fracture croissante entre syndicats contestataires et réformistes. Opposées au retrait d'un texte dans lequel elles saluent certaines « avancées », comme l'instauration du compte personnel d'activité et une lutte accrue contre les abus au travail détaché, la CFDT, la CFTC, l'Unsa et la Fage (étudiants) ont pour leur part organisé, loin des défilés, des tables rondes communes sur les thèmes des migrants et de la loi travail. « Nous allons continuer à nous battre pour améliorer cette loi travail dans le débat parlementaire », a insisté Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT.

C'est bien là que la partie se jouera, assure le gouvernement, excluant toujours de retirer son texte. « *Le retrait, ce serait une retraite* », a écarté Myriam El Khomri dimanche matin au « Grand rendez-vous » Europe 1-« Le Monde »-iTélé.

« *L'heure du Parlement est venue* », a-t-elle insisté. Consciente que la bataille y sera très rude, elle promet que le débat permettra d'« *enrichir le texte* » et estime que le texte sera voté car « *il y a de plus en plus de députés, notamment socialistes, qui revendiquent ce projet de loi* ». L'opposition des frondeurs et les réticences d'autres députés de la majorité promettent toutefois des débats mouvementés, avec près de 5.000 amendements déposés sur le texte (lire ci -contre).

De nouveaux rassemblements sont annoncés pour l'ouverture des débats mardi. □
